



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Grand-Est

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 02 MARS 2026

**portant modification des installations des 14-16 rue de Rouen
exploitées par la société SARP GRAND EST
sur le territoire de la commune de STRASBOURG
AIOT 0006702739**

**Le préfet de la région Grand Est
préfet de la zone de défense et de sécurité Est
préfet du Bas-Rhin**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R 181-45 et R 512-75-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 19 novembre 2025 portant nomination de M. Amaury de SAINT-QUENTIN, préfet de la région Grand Est, préfet de la zone de défense et de sécurité Est, préfet du Bas-Rhin ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2023 relatif à la prévention du risque d'incendie au sein des installations soumises à autorisation au titre des rubriques (...), 2718 (transit, regroupement ou tri de déchets dangereux), (...) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008 autorisant la régularisation d'installations d'élimination de déchets par la société SANEST, 14 rue de Rouen à Strasbourg, modifié et complété le 27 avril 2012, le 7 juillet 2014 et le 26 novembre 2018 ;

Vu le dossier du 05 mai 2025 (Version 1 / 05-05-2025) par lequel la société SARP Grand Est, nouvel exploitant, porte à la connaissance du préfet du Bas-Rhin les modifications apportées aux installations autorisées le 15 avril 2008 ;

Vu le courrier du 28 octobre 2024 par lequel la société SARP Grand Est notifie au préfet du Bas-Rhin la mise à l'arrêt définitif d'une partie de ses installations ;

Vu le courrier du 24 juillet 2025 et son dossier annexé contenant notamment une attestation de mise en sécurité (« ATTES-SECUR ») établie conformément à l'article R 512-39-1 du code de l'environnement, par lequel la société SARP Grand Est notifie au préfet du Bas-Rhin la mise en

sécurité des installations concernées par les rubriques mises à l'arrêt ;

Vu le courrier du 22 septembre 2025 et son dossier annexé contenant notamment une attestation de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation (« ATTES-MEMOIRE ») établie conformément à l'article R 512-39-3 du code de l'environnement, par lequel la société SARP Grand Est transmet au préfet du Bas-Rhin un mémoire de réhabilitation précisant les mesures prises et prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, compte tenu des usages prévus pour les terrains concernés ;

Vu le rapport du 06 janvier 2026 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu les observations de l'exploitant produites par courrier et messages électroniques en date des 26 et 29 janvier 2026 ;

Considérant que les modifications apportées, consistant à réduire l'activité du site ne revêtent aucun caractère substantiel ;

Considérant que la mise à l'arrêt concerne les activités de curage (hydrocarbures et assainissement), de lavage de pièces, de traitement de déchets par voie physico-chimique ainsi que la suppression de la station de traitement des effluents liquides et que ces activités relèvent des rubriques 3510, 2791 et 2716 ;

Considérant que le dossier du 05 mai 2025 ne comporte pas de propositions concernant les valeurs-limites de rejet et la surveillance des eaux acheminées vers la station d'épuration de l'Eurométropole de Strasbourg et qu'il convient en conséquence de reconduire les prescriptions en la matière de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008 susvisé ;

Considérant que le dossier du 05 mai 2025 ne comporte pas de propositions concernant la surveillance des eaux souterraines qu'il convient en conséquence de reconduire les prescriptions en la matière de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008 susvisé ;

Considérant que, par ses observations, l'exploitant sollicite un allègement de la surveillance des eaux souterraines ;

Considérant que, malgré l'arrêt des activités de traitement de déchets dangereux, les installations relèvent toujours du régime de l'autorisation pour les activités de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, qu'elles sont exploitées au-dessus de la nappe phréatique, au bord du Rhin et que les diagnostics transmis par l'exploitant dans le cadre de la procédure de cessation partielle d'activité révèlent une pollution des sols, il ne peut être répondu que défavorablement à la demande formulée par l'exploitant dans ses observations ;

Considérant que la suppression de la station de traitement des effluents liquides entraîne de fait la suppression du point de rejet associé à cette station et qu'il convient en conséquence d'abroger les prescriptions relatives à sa surveillance ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le présent arrêté acte les modifications apportées par la société SARP Grand Est aux conditions d'aménagement et d'exploitation de ses installations situées au 14-16 rue de Rouen à Strasbourg

réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 avril 2008.

Ces modifications sont réalisées conformément au dossier du 05 mai 2025 par lequel elles sont portées à la connaissance du préfet du Bas-Rhin.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 15 avril 2008 susvisé et des arrêtés préfectoraux susvisés des 27 avril 2012, 07 juillet 2014 et 26 novembre 2018 sont abrogées.

Les installations sont exploitées et aménagées conformément aux dispositions des arrêtés ministériels du 22 décembre 2023 et du 22 décembre 2008 susvisés.

Le tableau des installations classées et IOTA dont l'exploitation est désormais autorisée est le suivant :

Rubrique	Intitulé	Nature des installations et volume d'activité	Régime (*)
2718-1	Transit, regroupement ou tri de déchets dangereux	Stockage des eaux hydrocarburées et boues dans 2 cuves de 24 t soit au total 48 t	A
4734	Produits pétroliers	86 t	DC
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère	Pompage dans la nappe phréatique : 19300 m³/an	D

(*) A (autorisation), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Article 2 : Mise à l'arrêt définitif

Les installations relatives aux activités de curage (hydrocarbures et assainissement), de lavage de pièces, de traitement de déchets par voie physico-chimique ainsi que la station de traitement des effluents liquides, relevant des rubriques 3510, 2791 et 2716, sont mises à l'arrêt conformément aux articles R 512-75-1, R 512-39 et suivants et R 515-75 du code de l'environnement.

Article 3 : Rejets d'eaux

Les eaux pluviales et de ruissellement sont captées et canalisées.

Elles sont rejetées dans le réseau d'eaux pluviales du Port autonome de Strasbourg après passage dans un déshuileur-débourbeur (ou un système équivalent).

Un dispositif signalé et actionnable en toute circonstance permet leur confinement sur le site.

Aucun autre rejet n'est autorisé.

Les caractéristiques des eaux pluviales rejetées ne dépassent pas les valeurs suivantes :

Paramètres	Codes SANDRE	Valeurs limites de concentration
pH	1302	Entre 5,5 et 8,5
DCO	1314	300 mg/l
MES	1305	100 mg/l
HCT	7009	5 mg/l

L'exploitant réalise annuellement des analyses des eaux suivant ces paramètres.

Article 4 : Surveillance des effets sur l'environnement

4.1 Définition du réseau de surveillance des eaux souterraines

Le réseau de surveillance se compose des ouvrages suivants :

N°BSS de l'ouvrage	Localisation par rapport au site (amont ou aval)	Aquifère capté (superficiel ou profond)	Profondeur de l'ouvrage
02723X1310 (Pz1)	amont	superficiel	8,57 m
02723X1311 (Pz2)	aval	superficiel	7,86 m
02723X1312 (Pz3)	amont install. lavage	superficiel	8,76 m
02723W1313 (Pz amont)	amont	superficiel	6,90 m
02723X1314 (Pz aval)	aval	superficiel	6,57 m
02723X1309 (puits incendie)	aval	superficiel	5,97 m

4.2 Programme de surveillance

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau sont effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur.

Les seuils de détection retenus pour les analyses permettent de comparer les résultats aux normes de potabilité en vigueur.

L'exploitant fait analyser les paramètres suivants, avec les fréquences associées :

N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètres	
		Nom	Code SANDRE
02723X1310 (PZ1)	Tous les six mois	DCO pH Conductivité 25°C Hydrocarbures C10-C40 Benzène Ethylbenzène Toluène Xylène	1314 1302 1303 1144 1497 1278 1780
N°BSS de l'ouvrage	Fréquence des analyses	Paramètres	
		Nom	Code SANDRE
02723X1311 (Pz2)	Tous les six mois	DCO pH Conductivité 25°C Hydrocarbures C10-C40 Benzène Ethylbenzène Toluène Xylène	1314 1302 1303 1144 1497 1278 1780
02723X1312 (Pz3)	Tous les six mois	DCO pH Conductivité 25°C Hydrocarbures C10-C40 Benzène Ethylbenzène Toluène Xylène	1314 1302 1303 1144 1497 1278 1780
02723W1313 (Pz amont)	Tous les six mois	DCO pH Conductivité 25°C Hydrocarbures C10-C40	1314 1302 1303

		Benzène Ethylbenzène Toluène Xylène	1144 1497 1278 1780
02723X1314 (Pz aval)	Tous les six mois	DCO pH Conductivité 25°C Hydrocarbures C10-C40 Benzène Ethylbenzène Toluène Xylène	1314 1302 1303 1144 1497 1278 1780
02723X1309 (puits incendie)	Tous les six mois	DCO pH Conductivité 25°C Hydrocarbures C10-C40 Benzène Ethylbenzène Toluène Xylène	1314 1302 1303 1144 1497 1278 1780

4.3 Suivi piézométrique

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site. Le niveau piézométrique de chaque ouvrage de surveillance est relevé à chaque campagne d'analyse.

Pour chaque campagne d'analyses réalisée, l'exploitant joint aux résultats une carte des courbes isopièzes à la date des prélèvements, avec une localisation des piézomètres.

Article 5 : Publicité

Les mesures de publicité de l'article R. 181-44 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 6 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg, dans le délai de deux mois à compter de sa publication et / ou notification. Ce recours peut être déposé sur le site www.telerecours.fr. Ce délai est prorogé si un recours administratif (gracieux ou hiérarchique) est introduit dans ce même délai de deux mois à compter de sa publication et ou notification.

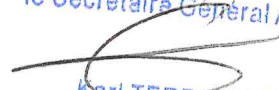
Article 7 : Exécution

- la secrétaire générale de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SARP Grand Est, par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de STRASBOURG.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général Adjoint

Karl TERROLLION

Pour le Président et la délégation
le Secrétaire Général

Le Secrétaire